

MOTION N°1

CAP + VIA ECOLOGICA

Inventons demain

Face aux crises, une réponse d'ampleur s'impose. Les décisions insuffisantes lors des conférences sur le climat, de Copenhague à Varsovie, perturbées par les intérêts court-termistes d'un grand nombre de pays, symbolisent une fois encore que l'urgence environnementale pèse peu face aux impératifs économiques. Entre des Etats pressurés par des marchés financiers voraces, des lobbies économiques cherchant la rentabilité immédiate et la dégradation des conditions de vie des citoyens, les enjeux environnementaux et écologiques auxquels nous devons faire face restent ignorés.

En France, sous l'effet de la crise économique et des discours politiques stigmatisants, le contrat social se fissure : fracture sociale dans un pays où les inégalités se creusent entre des rémunérations exorbitantes et l'accroissement de la précarité qui touche maintenant des travailleur-ses auparavant épargné-es ; fracture entre les territoires, principalement urbains, riches et accessibles et des territoires, ruraux ou de banlieues, pauvres et enclavés ; mais aussi fracture politique entre l'instauration de droits nouveaux et des mouvements réactionnaires. La peur du déclassement et la défiance croissante envers les élites politiques favorisent le discours de l'extrême-droite xénophobe et conservatrice.

Le dogme de la croissance a prolongé toutes les ornières économiques, laissant penser que la sortie de crise se ferait soit par les aléas de la conjoncture soit par le bricolage des politiques publiques. La recherche stérile de cette croissance introuvable entraîne une exploitation des ressources naturelles jusqu'à l'épuisement, la course à la surproduction et la dégradation de notre environnement (acidification des océans, déforestations etc). Seule une réorientation profonde de notre système de production et de consommation peut permettre d'échapper à la spirale de la récession dans laquelle les Etats européens sont aujourd'hui enfermés.

Dix-huit mois d'une majorité nouvelle n'ont pas permis d'inverser la tendance

Force est de constater que le gouvernement ne traduit pas dans les actes le changement tant attendu et ne propose pas une alternative à un discours de droite de plus en plus nocif et promoteur d'un modèle néo-libéral obsolète. Dans ces conditions, les militants de gauche et écologistes se démobilisent, se sentant bien souvent impuissants à changer un monde qui ne leur convient pas. Bien que quelques avancées sociales aient été concrétisées, comme l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, le renforcement de la loi SRU ou encore la transparence des activités bancaires, la politique menée par notre partenaire n'est pas la notre. Ces premiers mois de mandat ont été marqués par l'adhésion du gouvernement au dogme de l'austérité, comme le montre la ratification du TSCG et les deux lois de finances fondées sur la réduction des dépenses, rendant impossible la politique d'investissement nécessaire à la transition écologique. Au fil des mois, de profonds désaccords apparaissent en matière économique (CICE, ANI et réforme des retraites), environnementale (report de la loi cadre de la transition énergétique, continuité des grands projets inutiles) et sociétale (expulsions des Roms). Malgré certaines avancées et acquis, la politique du gouvernement n'a permis aucune rupture avec une idéologie libérale, productiviste et sécuritaire.

Nous avons fait le choix d'un accord PS/EELV et de l'entrée au gouvernement nous permettant de mettre en œuvre certaines de nos propositions. Disposant pour la première fois de deux ministres et de groupes parlementaires, nous n'avons néanmoins guère pu peser sur l'orientation de la majorité. Nous n'avons pas correctement anticipé la manière dont la participation gouvernementale mettrait à

l'épreuve notre fonctionnement : savoir garder une parole libre et cohérente tout en respectant le cadre de la solidarité majoritaire, mieux réussir la concertation entre nos élu-es et notre mouvement et enfin rester en lien avec la société civile. Nous devons dès lors définir les conditions de l'exercice de nos responsabilités et de notre participation à la majorité, afin que celle-ci réponde à l'impératif de la transition écologique. Seuls, nous ne pourrions pas peser de manière satisfaisante sur la ligne gouvernementale. C'est en travaillant à créer un élan citoyen que nous aurons davantage de poids pour influencer sur les choix du gouvernement. Ainsi, nous pourrions peser en interne et lutter par l'externe pour définir un indispensable nouveau cap. La question de la participation gouvernementale ne doit pas être occultée. Sa poursuite ne peut se justifier que par la mise en œuvre de projets forts qui marquerait le début d'une deuxième partie de la mandature et d'une nouvelle orientation politique.

Une majorité au projet profondément renouvelé doit répondre aux attentes des citoyens

La majorité du 6 mai 2012 s'est d'abord constituée comme une coalition de rejet et n'est pas depuis parvenue à imposer l'adhésion à un projet commun d'émancipation capable de mobiliser la société. Bien que le quinquennat soit déjà largement engagé, si la majorité gouvernementale veut répondre aux attentes des citoyens et retrouver la confiance des Français, elle doit bâtir un socle nouveau pour une majorité de projet. C'est pourquoi, nous proposerons la tenue des Etats Généraux du Changement rassemblant toute les forces écologistes et la gauche associative, syndicale et politique pour définir et exiger ensemble les réformes nécessaires.

Dès 2014, une rupture avec les politiques d'austérité devra être engagée par la France au niveau national et dans le cadre européen. C'est pourquoi les écologistes plaident pour un « tournant de l'investissement » orienté vers la transition écologique, à commencer par la transition énergétique. L'agenda politique de la majorité gouvernementale devra être aussi profondément modifié pour, en priorité :

- *Faire de la loi de transition énergétique un levier pour l'emploi écologique et durable.* La loi de transition énergétique, qui sera débattue par le Parlement en 2014, devra rompre avec le dogme nucléaire qui pèse sur la France depuis 40 ans. Pour cela, elle devra fixer un calendrier et des échéances pour la fermeture de centrales nucléaires d'ici à 2025, soutenir le développement des énergies renouvelables, protéger le revenu des Français face à la hausse des prix de l'énergie et développer des emplois non délocalisables.
- *La conférence de Paris sur le Climat sera décisive.* L'échec de la conférence de Varsovie rend accru la responsabilité de la France à réussir celle qu'elle accueillera à Paris. Pour cela, les choix se font dès aujourd'hui, à commencer par les priorités à inscrire à l'agenda européen en termes d'économies d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- *Un plan de lutte contre toutes les précarités,* notamment en direction des personnes en fin de droit et des jeunes, incluant une réforme du RSA qui, dans sa forme bureaucratique actuelle, exclu la moitié des ayants droit et la très grande majorité des jeunes.
- *Aller au bout de la remise à plat de notre modèle fiscal.* Annoncé par le premier ministre il y a quelques semaines, elle peut être un moyen de refonder un système plus progressif et mieux adapté aux enjeux du XXIe siècle. Les priorités qu'y défendront les écologistes seront celles d'une fiscalité redistributive et écologique, qui ne peut se résumer à des impôts supplémentaires.
- *Un sursaut républicain face au Front National.* La montée du Front National n'est pas seulement alimentée par un discours de repli sur soi, mais aussi par les politiques publiques répressives, mises en place depuis dix ans, qui légitiment son discours. Sur l'immigration, sur l'asile, sur les Roms, une rupture s'impose. Après 30 ans de promesses, l'adoption du droit de vote des étrangers ne doit plus être reportée. Au-delà, la France doit agir pour que

l'Europe abandonne sa logique de forteresse et mette en œuvre une politique de régularisation.

Une écologie partagée et offensive pour un changement de cap

L'espoir de construire un parti-mouvement plus ouvert et mieux adapté aux nouveaux modes d'engagement qu'a su incarner Europe Ecologie s'est érodé dans le fonctionnement quotidien de notre mouvement. Impression renforcée par le sentiment que nous nous sommes renfermés pendant le long travail de construction interne. Enfin, nous n'avons pas suffisamment su rendre nos propositions lisibles et notre projet désirable. Le projet écologiste que nous souhaitons porter aide chacun-e à se projeter dans des imaginaires et des trajectoires de vie nouvelles. Il soutient celles et ceux qui, à côté d'un système à bout de souffle, prennent soin du monde et bâtissent des îlots de résistance et d'innovation. Pour réaliser ce projet et infléchir la politique gouvernementale, travailler en liens étroits avec la société civile est nécessaire.

En parallèle du sentiment d'impuissance qui s'est emparé d'un nombre grandissant de citoyens, se développe toute une série de projets et d'alternatives inventant déjà le monde de demain. Si parfois ces actions paraissent dérisoires face au monstre du système financier – coopérative d'achat, système d'auto-partage, AMAP, FabLab, Système d'échanges locaux – chacune d'entre elles commence à dessiner les contours d'une société écologique. Elles incarnent notre pensée dans sa radicalité et la capacité des écologistes à fonder un nouveau modèle qui repense la propriété, assure le vivre mieux, favorise l'émancipation et l'autonomie, protège la biodiversité et respecte la nature. Aujourd'hui, face au vieux monde en déclin, nous devons politiquement incarner ce nouveau monde qui émerge. Cela ne sera possible que si nous renforçons nos liens avec la société : avec les associations, les coopératives et les mouvements qui créent l'alternative écologique et au-delà, avec l'ensemble des syndicats, entrepreneurs et citoyens qu'il nous reste à convaincre.

Dans le même temps nous devons rencontrer et travailler avec les partis de gauche pour porter l'alternative à une politique d'austérité et agir face à l'urgence écologique. Ces liens se forment dans l'échange et les rencontres régulières. Un comité de l'ensemble de la gauche et des écologistes pour sortir de l'austérité et entrer dans la transition écologique pourrait être mis en place.

Dès maintenant, affirmer l'alternative écologiste !

Notre rôle : porter les solutions écologistes dans le débat public, dans les instances politiques et auprès de l'ensemble des acteurs de la société civile. Nous sommes conscients de promouvoir une vision de la société résolument subversive, non-issu des modèles dominants, radicalement tournée vers un modèle de développement fondé sur le bien-être plutôt que sur la croissance. Mais, si nous avons pu parfois convaincre de la pertinence de nos analyses, nous peinons encore à convaincre du réalisme de nos propositions. Cette difficulté, nous la devons principalement à notre incapacité à présenter clairement l'alternative globale que représente l'écologie au modèle néo-libéral dominant. Rendre lisible la vision écologique de la société, c'est notre volonté. Pour cela, il est nécessaire de s'appuyer sur un parti fort : solide dans son analyse, ouvert dans les échanges, cohérent dans sa parole publique et libre de sa parole.

Un parti rénové dans ses pratiques

Depuis 2009, ce parti s'est ouvert et dynamisé. Il reste néanmoins beaucoup à faire : les modes de décisions doivent être plus transparents et participatifs, nos règles et notre fonctionnement doivent être simplifiés, les adhérent-es mieux accueilli-es et intégré-es dans la vie collective du mouvement. De même, il faudra, dans les trois années à venir, recréer des espaces et des temps de convivialité et assurer un accès à la formation de chacun-e. C'est en permettant à chacun-e de trouver sa place et de s'investir selon ses envies que nous pourrons avancer dans nos réflexions, diffuser nos idées et faire avancer concrètement l'écologie. Pour cela, les échéances électorales à venir seront déterminantes. Plus nous arriverons à convaincre les citoyens que l'écologie est la solution, plus nous continuerons

à faire avancer l'écologie en France. Lors de ces campagnes, nous devons nous adresser aux jeunes attiré-es par le discours démagogique de l'extrême droite, notamment aux précaires subissant des conditions de vie dégradées, afin de les convaincre qu'un autre futur est possible.

Des élections européennes pour affirmer une autre Europe...

Les élections européennes sont pour notre mouvement un rendez-vous important. Face à la montée des populismes et des tendances au repli national, contre les logiques austéritaires dominant actuellement dans les institutions de l'Union européenne, nous devons promouvoir une autre Europe : une Europe solidaire et écologique, privilégiant nos intérêts communs face aux égoïsmes nationaux, une Europe fédérale et démocratique, qui permet à chaque citoyen-es de faire entendre sa voix, une Europe sociale garantissant une protection à l'ensemble des européen-es. Au-delà des élections, une mobilisation constante au niveau européen en faveur d'une politique de sortie de crise est nécessaire, en lien avec les partis verts européens. L'Europe n'est pas le problème, elle est la solution.

...à des élections locales pour ancrer l'écologie

Les élections municipales et régionales nous permettrons de valoriser le travail réalisé sur les territoires. Elles seront l'occasion de mettre en lumière la spécificité des actions écologistes : développer les circuits courts, soutenir l'économie sociale et solidaire, rénover la politique de formation, impulser une autre dynamique industrielle, assurer un développement urbain plus dense et plus agréable à vivre. C'est pourquoi, partout où c'est possible, nous devons favoriser l'autonomie.

Faire respirer la démocratie

De manière générale, à tous les échelons, il est nécessaire de promouvoir une réforme démocratique. Les jeunes, les femmes et les personnes issues de la diversité sont encore trop souvent exclu-es de nos institutions. Le scrutin uninominal à deux tours ne permet pas une juste représentation de toutes et tous. Afin de revitaliser le débat public et de redonner confiance aux citoyen-nes dans la politique, il est nécessaire d'instaurer la proportionnelle, de clarifier le fonctionnement de nos institutions, en donnant davantage de poids aux régions, et d'assurer la mise en œuvre d'une véritable démocratie participative.

Dans ce climat délétère, il nous faut recréer l'espoir, prouver que nous avons les moyens de transformer le monde. En effet, la perte de confiance en l'avenir, la précarisation croissante de toute une partie de la population française, la tentation du repli sur soi égoïste, la dégradation des conditions de travail, laissent place à un discours d'impuissance. Au contraire, nous affirmons qu'une autre société est possible. Nous ne pouvons nous résoudre à abandonner le combat contre la dévastation de notre environnement et la paupérisation de la société. Chaque jour, des élu-es et des militant-es écologistes réussissent, à leur niveau, à changer les choses. Notre souhait dans les trois années qui viennent est de faire de l'écologie une alternative reconnue et crédible et de faire reconnaître notre action et nos solutions. Cela, nous le réussirons avec des écologistes rassemblé-es dans la société autour d'objectifs ambitieux pour une société plus solidaire, plus tolérante et plus respectueuse de notre environnement.

Suite MOTION N°1
CAP + VIA ECOLOGICA
Inventons demain

Liste des candidat-es au bureau exécutif

1. Emmanuelle Cosse (secrétaire nationale)
2. David Cormand
3. Marie Pierre Bresson (trésorière)
4. Eric Loiselet (Porte-parole)
5. Sandrine Rousseau (Porte-parole)
6. Jean Desessard
7. Maryse Oudjaoudi
8. Nicolas Dubourg
9. Marie Bové
10. Dan Lert
11. Marine Tondelier
12. Zine-Eddine M'Jati
13. Agnes Michel
14. Nicolas Bonnet
15. Fathia Benahmed

